



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

18/12/2025

Gouvernement et FNSEA sacrifient les petits éleveurs pour sauver leurs profits.

La crise agricole en France connaît un regain de tension depuis plusieurs semaines, après les grandes mobilisations de 2024. Depuis le 11 décembre, des manifestations et blocages se multiplient : autoroutes coupées (A64, A9, A61), ronds-points occupés, pneus brûlés, déchets déversés, et affrontements avec les forces de l'ordre en Ariège.

Plus de 600 paysans d'Ariège et du grand quart sud-ouest se sont mobilisés pour bloquer l'abattage d'un troupeau de 208 vaches sur une ferme située aux Bordes sur Arize. Dès la confirmation du cas de DNC (dermatose nodulaire contagieuse bovine), l'ensemble de la profession s'est mobilisé afin de soutenir l'éleveur et s'opposer au massacre de ses vaches. Des actions ont eu lieu dans le Gers, les Landes, la Haute-Garonne, le Finistère et ailleurs, avec une intersyndicale inédite mobilisant jusqu'à des milliers d'agriculteurs.

L'abattage des troupeaux une solution contestée par la profession

Ces derniers jours ont été particulièrement marqués par des appels déterminés et répétés à la mobilisation et aux blocages de routes.

Cette maladie virale est apparue en juin 2025 en Savoie se propageant dans neuf départements, principalement dans le Sud-Ouest, en Ariège, dans les Hautes-Pyrénées et le Gers. Il suffit qu'un seul cas soit décelé et l'ensemble du troupeau est abattu. Or, cette maladie ne représente aucun danger pour l'être humain.

De plus, depuis plus d'un mois, la profession demandait l'élargissement de la vaccination pour l'ensemble des départements 09, 11 et 66. Cette demande a essuyé un refus méprisant de la part du gouvernement appuyé par les dirigeants de la FNSEA. Selon le ministère de l'Agriculture, 111 foyers de dermatose nodulaire contagieuse ont été détectés en France depuis le mois de juin. Annie Genevard la ministre assure : « *la situation est sous contrôle* » ! Comment la Ministre peut encore aujourd'hui prétendre cela alors qu'un nouveau cas vient d'être confirmé en Haute-Garonne !

La stratégie gouvernementale d'abattage total des troupeaux infectés (plus de 3 000 bovins euthanasiés pour 111 foyers détectés) est très vivement contestée par la Confédération paysanne et la Coordination rurale. Ces derniers dénoncent une mesure destructrice entraînant la ruine des petites exploitations, notamment familiales. Ces syndicats paysans appellent à une vaccination massive plutôt qu'à des abattages systématiques. « *La gestion sanitaire choisie par le gouvernement et les dirigeants de la FNSEA est plus effrayante que la maladie elle-même. Vu le développement de la maladie et l'ampleur des mobilisations, il n'y aura pas d'autre issue* » que « *l'arrêt de l'abattage total* », affirme l'un des syndicats dans son communiqué, appelant donc « *à se mobiliser et à organiser des blocages partout en France pour en finir avec cette folie* ».

L'ensemble des syndicats agricoles locaux d'Ariège et les chambres d'agriculture des deux départements, Ariège et Haute-Garonne, se sont mis d'accord sur un nouveau protocole sanitaire ayant pour but de suspendre l'abattage total et d'engager un protocole expérimental comprenant notamment la surveillance renforcée, un abattage ciblé des seuls animaux positifs à la DNC ainsi que l'élargissement de la vaccination.

Ce protocole constituant une sortie de crise vers le haut a été rejeté hier par le gouvernement qui en reste à sa stratégie... depuis 6 mois.

"*L'abattage des troupeaux est une aberration*" fustige également le Syndicat des Gardiens de Troupeaux CGT. Les Soulèvements de la Terre ont également appelé à la mobilisation, rappelant que la ministre : "*Annie Genevard, de concert avec les vétérinaires et les dirigeants de la FNSEA refuse d'entendre la détresse des*

éleveurs. Cette politique mortifère de gestion n'obéit qu'à la protection du sacro-saint statut garantissant l'export à l'international, au détriment de l'élevage paysan qui se retrouve une fois encore sacrifié sur l'autel du libéralisme économique."

Le secteur agricole et ses acteurs, dominés par les grands groupes sont favorables à la stratégie d'abattage massif afin de garantir *"quoi qu'il en coûte"* le statut indemne. C'est à dire l'autorisation d'exportation. Une vaccination massive des cheptels entraînerait mécaniquement le retrait de ce statut *"indemne"* de la France : une perte de 2 milliards d'€ pour la filière française. Une mesure inacceptable pour le richissime patronat agricole et son lobby de la FNSEA.

Dans son communiqué, le Syndicat des Gardiens de Troupeaux CGT a salué la mobilisation, rappelant que c'est bien *"ce système [qui] est responsable de la crise sanitaire que traverse l'élevage."* Pour le SGT-CGT : *"Les abattages sans discernement se poursuivent pour sauvegarder les intérêts des grandes filières qui concentrent toujours plus les cheptels, alors que des alternatives ont été proposées pour endiguer la maladie, comme par exemple l'euthanasie uniquement limitée aux animaux malades, avec vaccination, mise en quarantaine et suivi vétérinaire"*.

Le but premier des multinationales du secteur agricole est le profit et non de nourrir l'ensemble de la population. Les animaux sont traités comme de la matière première, une production régie par les lois de la performance économique se souciant peu de la vie. Les conditions de vie et de travail des salariés de la production agricoles témoignent aussi de cette réalité : 64 décès par an, presque un tous les six jours, le monde agricole se montre très exposé. Les chiffres le prouvent: en 2023, on dénombrait 33 738 accidents du travail, dont 40,1 % dans le secteur culture-élevage et 25,3 % pour les travaux agricoles.

Les syndicalistes CGT soulignent aussi qu'il faut : *"se battre contre les logiques de profit qui régissent notre travail."* *"Une autre agriculture est possible, affranchie des rapports de production capitalistes. S'extraire des logiques de profit et de l'exploitation humaine et animale est la condition sine qua non pour une agriculture qui respecte les vivants : humains et animaux"*.

Il faut également souligner le projet d'accord de libre échange entre l'Union Européenne et Mercosur prévu d'être signé samedi par Ursula van der Leyen. Cette U.E a demandé à la France de réduire son cheptel de 25% !

Cette crise s'inscrit dans un contexte dramatique pour les petits paysans : revenus en baisse, concurrence intenable, vieillissement des exploitants. Il n'y aura pas d'autre issue que l'arrêt de l'abattage total et donner des moyens destinés à prévenir l'apparition, la propagation ou l'aggravation des maladies. Une réponse sanitaire donc et une remise en cause du système agricole au service des capitalistes de l'agroalimentaire, de la grande distribution, de l'industrie et des banques.

Paysans, ouvriers, étudiants même combat, un ennemi commun: le capitalisme.